

# RICHARD HAUPTMANN EST-IL BIEN LE COUPABLE QUE L'ON RECHERCHE ?

La police américaine le croit, car une foule de circonstances sont contre lui — Lindberg l'a vu sans être reconnu de celui-ci — Hauptmann aurait songé au suicide.

NEW-YORK — Méconnaissable l'enlèvement est de la même mar-  
grâce au port de lunettes et de cas- que, du même modèle et de la mê-  
quette, mêlé à un groupe de détec- me couleur que celui d'Hauptmann.  
tives, l'aviateur Lindbergh a vu 10.—Le sauveteur, apparemment

Hauptmann, sans que celui-ci pût le reconnaître. Le célèbre aviateur avait lui-même demandé à voir ainsi l'homme que la justice du New-Jersey accusa de la mort de son enfant.

Un peu plus tard, Hauptmann se compara devant un tribunal de New-York pour répondre à l'accusation

est blessé la jambe en accomplissant son forfait. Hauptmann était chassé au moyen d'une canne chaque semaine après le crime. Deux mois plus tard, il reçut des traitements médicaux pour inflammation chronique des jambes.

11.—Le ravisseur et le percepteur

d'avoir extorqué \$50.000 à Lindberg. Il est dit innocent. Le procureur de la république a demandé au tribunal de fixer à \$100.000 la caution de l'accusé.

**Idee de suicide**

On a trouvé aujourd'hui dans la cellule de son frère, Hansman, une lettre dans laquelle il annonce qu'il se suicidera.

12.—Un préposé à un poste de gazoline a identifié Hauptmann comme étant l'homme qui lui a donné l'un des billets de la raçon.

13.—On a trouvé \$12,750 des billets payés en raçon dans le garage d'Hauptmann; et \$20 du même lot dans les poches de l'inculpé.

14.—Un encaisseur se tait à l'égard d'un homme qui a été titré Hauptmann comme étant l'homme qui lui a donné 11 pour livres une note à "Jafzie," le docteur J.-H. Condon.

15.—Le Dr Condon a négocié avec un homme à l'accent allemand, le qu'Hauptmann.

1.—Les notes de la rançon envoyées par le ravisseur indiquent que leur auteur est un Allemand.

2.—L'écrit employé pour atteindre la chambre de l'enfant a été faite par un homme habitué à travailler le bois.

3.—Le bois employé pour faire

l'échelle vient de la cour de la National MillWork and Lumber Co. dans le Bronx. Or, Hauptmann avait l'habitude d'acheter du bois là, pour faire des travaux dans le voisinage.

4.—Les clous employés dans la construction de l'échelle ont, dit-on,

15.—Sa femme a quitté son emploi dans une boulangerie et a fait le voyage en Allemagne.

16.—Sa réticence à répondre aux questions est considérée comme un sentiment de conscience de sa culpabilité.

20.—Hauptmann a un dossier

22. — Sur une planche, à sa demeur. la société a trouvé l'adresse

6.—L'écriture sur les notes demandant la raison, suivant un expert, est celle d'Hauptmann.

7.—On a trouvé chez Hauptmann du papier comme celui qui a servi aux notes.

8.—Hauptmann travaillait près de la demeure Lindbergh dans le comté de Lincoln.

9.—Hauptmann avait écrit au Dr Conrad le No. de téléphone du Dr Conrad d'autres numéros, y compris celui d'un billet de la raison, y était également.

10.—Hauptmann dit avoir obtenu le No. de téléphone d'un journal, aucun journal ne l'a publié.

11.—Hauptmann dit que le

de Hunterdon, N.J., peu avant l'enlèvement.

**L'auto du crime**

3.—Un auto y dans le voisinage de la demeure Linderbergh peu après

Méro est celui du billet de banque que lui a donné Fisch, mais c'est avant qu'il rencontre Fisch.

25.—Il y a d'autres raisons, qui la sûreté tient secrètes.

**DEMISSION DE**

chargé d'un professeur d'université, et  
est administrateur, sous la jurisdic-

# HUGH JOHNSON

Deux commissions à la place de la direction unique de l'administration de la

son du président Roosevelt lui-même, la loi de la reprise industrielle.

La plupart des personnages et le président Roosevelt a mis au service de la NRA dans les postes de confiance avaient déjà depuis le temps participé à cet organisme.

**NBA**  
WASHINGTON.—Le général Hugh Johnson a démissionné comme administrateur du programme de capitales nationales et sa démission a été acceptée par le président Roosevelt.

Dans une lettre à Roosevelt, le

**Les églises ne seront pas taxées au Manitoba**

Depuis quelque temps, il était question de taxer les édifices du culte au Manitoba, afin d'augmenter les revenus de la province, et une proposition

général Johnson déclare que la reorganisation du programme de restauration économique rend superflues les fonctions qu'il occupe actuellement. M. Roosevelt a accepté la démission de Johnson, il le félicite de la tâche énorme qu'il a accomplie depuis la création de la NRA et l'ex-

**Deux commissions.** Le président Roosevelt a placé la NRA sous la direction de deux commissions pour remplacer la direction unique du général Hugh Johnson. Un comité composé de six mem-

légation a dit que ces rumeurs existent depuis cinq ans et qu'elles sont sans fondement. M. Roy vient d'être élu du Canada. Il a assisté aux fêtes du quatrième centenaire de la naissance de Jacques Cartier sur le territoire canadien.

# CHOS D'EUROPE

## Les projets de M. Doumergue

PARIS — Pour la première fois le premier ministre Gaston Doumergue a discuté vendredi avec son cabinet les projets de réformes constitutionnelles qu'il avait annoncées dans son discours à la séance.

On a laissé entendre que le premier ministre ne fera rien pour avancer la cause de ses projets avant les élections cantonales qui auront lieu le 7 octobre, ni avant la fin du congrès radical-socialiste à Nantes, le 23 octobre prochain. On prétend que les élections cantonales montreront si l'opinion publique est en faveur du programme du cabinet radical-socialiste et national.

Dans les cercles bien informés on dit que si le mandat du cabinet national n'est pas fortement endossé par le peuple aux élections cantonales, M. Doumergue convoquera immédiatement l'électorat à des élections générales.

## Le parti chrétien-social dissous

VIENNE — Le parti chrétien-social a été dissous, conformément à la décision d'un comité. Le comité déclare que le parti a rempli sa mission, qu'il était établi en 1918, catholique, et qu'il n'a plus sa raison d'être.

## La France espère ne pas être obligée d'intervenir

GENÈVE — La France, a laissé entendre au conseil de la Société des Nations qu'elle pourrait être obligée d'envoyer des troupes dans la Sarre, dans le cas où des désordres se produiraient pendant le prochain plébiscite.

Par suite des résolutions votées

## Le plus délicieux des thés



Frais des plantations

Le thé, le plus délicieux des thés, est produit dans les plantations de Chine. Les thés de Chine sont réputés pour leur qualité supérieure et leur saveur unique.

Les thés de Chine sont réputés pour leur qualité supérieure et leur saveur unique. Ils sont produits dans les plantations de Chine, où les conditions de culture sont idéales.

## Franciscain, père de famille, et doyen des marins

PARIS — Les habitants du quartier des invalides ne reverront plus passer, d'un pas alerte, dans sa robe de chambre, le franciscain à la barbe fleurie et à la poitrine ornée de la Légion d'honneur, dont l'allure martiale étonnait leur curiosité. Le Rév. Albert Nogués est mort.

Romane figure que celle de ce religieux, doyen des marins français, qui vient de s'éteindre à Paris, dans sa 86<sup>e</sup> année. A quarante ans, devenu vicaire, officier de marine Albert Nogués, avait revêtu la tenue des frères mineurs pour n'être plus dérangé par les soucis de la vie civile.

## Les catholiques d'Allemagne

M. Wladimir d'Ormesson a exposé dernièrement, dans le "FRANCIS" la situation du catholicisme dans le Reich et à quelles concessions Hitler devra se soumettre pour donner satisfaction aux catholiques.

"Depuis quelque temps déjà", certains indices permettent de penser que les dirigeants hitlériens désiraient rectifier leur politique en matière religieuse et le rapprocher du Saint-Siège. En recevant une délégation d'évêques allemands, le mois dernier, Hitler leur avait fait des déclarations rassurantes. Il semble que, de cette époque, il ait manifesté son intention de s'efforcer de faire appliquer le Concordat. Cette attitude était commandée par trois faits :

1° Il n'est pas douteux que les résultats du plébiscite de dimanche

n'ont pu que contribuer à renforcer dans son intention. Le gros des catholiques de 19 août est composé de catholiques. Il n'est pas, pour s'en convaincre, d'examiner le pourcentage des bulletins "sans" dans les régions à majorité catholique. Les catholiques ont voté à 80 % pour Hitler. Non, certes, par conviction, mais parce que le laïcisme d'extrême gauche des cellules communistes (et l'activité de ces cellules restait considérable) les a entraînés, sous la pression, à voter pour Hitler.

## Six millions d'esclaves dans le monde

ROME — Dans une lettre aux archevêques et évêques de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et des Indes Néerlandaises, le cardinal Fumasoni Ronconi, préfet de la Propagande, souligne qu'il importe de poursuivre l'application du programme anti-esclavagiste de Léon XIII, parce qu'il y a environ six millions d'esclaves dans le monde présentement. C'est à l'épiscopat qu'il appartient de faire connaître au monde la situation de l'esclavage.

Jusqu'à présent, les catholiques de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et des Indes néerlandaises n'ont pas fait de l'esclavage une question de foi. Ils ont plutôt, au moyen de laquelle l'Église lutte contre l'esclavage.

## Des réparations à la fameuse Tour de Pise

PISE, Italie — Mussolini vient d'autoriser une dépense de 50,000 livres (3,400 pour faire effectuer des réparations à la fameuse tour penchée de Pise. Le célèbre beffroi circulaire, construit en marbre, comporte huit étages et se distingue par ses innombrables soucoupes. La construction en fut achevée en 1350; un vice de fondation fait pencher la tour vers les pieds et il faut la reparer à tout bout de champ pour éviter que l'inclinaison ne s'accroisse et ne devienne dangereuse.

## ALBERTA

### DONNELLY

Départ de M. le curé Roy — L'après-midi du 13 sept., est parti de la paroisse de St-Joseph, M. le curé Roy, pour aller à la messe à la paroisse de St-Joseph, à la messe à la paroisse de St-Joseph.

Vers trois heures, les écoliers se rendaient à la messe paroissiale pour rencontrer notre bon et si estimé M. le curé. Mais, cette fois, combien différente est la circonstance que nous réunis en corps auprès de notre dignitaire; ce n'est pas pour l'acclamer et lui dire notre joie de nous retrouver sous son égide bienaimée, mais pour lui dire des adieux, puisqu'il doit nous quitter le 14, et lui dire notre chagrin de le voir s'éloigner de nous.

Aussi, comme toutes les figures sont sérieuses, celles de nos chères maitresses surtout, car elles comprennent que c'est la dernière fois qu'elles le verront.

Après que de loin, comme de près, il nous gardera une large place dans son souvenir; pour nous, nous nous rappellerons toujours les beaux exemples de vertu et les si paternels enseignements qu'il nous a laissés. Nous prions aussi que son apostolat futur soit aussi fructueux qu'il l'a été parmi nous. Heureux les enseignants au service de l'Église, et de la Shawinigan Water & Power Company.

Marguerite PORCIER, Sec-gén.

## AGRICULTURE LE MONDE ENTIER? — CELA DÉPEND DU FOIE

Stimulez la Bile de Votre Foie — Pas besoin de Calomel.

Un foie malade est une cause de troubles nombreux. Il est important de le stimuler et de le purifier. Le Calomel est un remède efficace pour cela.

CHARRON pour Écoles — Hôtels — Institutions — Bureaux — Maisons — etc.

Empire Coal Co. Limited Téléphone 43 373 WINNIPEG

Travail Dentaire — Ne vous laissez pas inquiéter par la peur ou le coût du travail. Nous ferons un travail supérieur à des prix défiant toute concurrence.

Dr D.R. JACOB — DENTISTE — 1045, av. Provencher, St-Boniface. Téléphone 302 330.

Dr B. J. GINSBURG — Spécialiste des MALADIES DES DENTS, des GENCIVES, des MALADIES DE LA BOUCHE.

Dr RITCHIE — DENTISTE — 1045, av. Provencher, St-Boniface. Téléphone 302 330.

Drs. H.R. et H.W. TWEED — DENTISTES — 406, Edifice Fortin, General Trade Anglo Portage et Smith Winnipeg. Téléphone 20 515.

Dr JARJOUR — DENTISTE — 556, RUE MAIN WINNIPEG.

AVOCATS ET NOTAIRES — Not. Boucher, Alexandre Boucher, BERNIER & BERNIER, AVOCATS — NOTAIRES.

Dr JARJOUR — DENTISTE — 556, RUE MAIN WINNIPEG.

Dr JARJOUR — DENTISTE — 556, RUE MAIN WINNIPEG.

Dr JARJOUR — DENTISTE — 556, RUE MAIN WINNIPEG.

Dr JARJOUR — DENTISTE — 556, RUE MAIN WINNIPEG.

Dr JARJOUR — DENTISTE — 556, RUE MAIN WINNIPEG.

Dr JARJOUR — DENTISTE — 556, RUE MAIN WINNIPEG.

Dr JARJOUR — DENTISTE — 556, RUE MAIN WINNIPEG.

Dr JARJOUR — DENTISTE — 556, RUE MAIN WINNIPEG.

Dr JARJOUR — DENTISTE — 556, RUE MAIN WINNIPEG.

## EMPRUNT DE REMBOURSEMENT DE 1934

### DOMINION DU CANADA

Le ministre des Finances met en souscription publique:

Bons 2% à deux ans, échéant le 15 octobre 1936

Prix d'émission: 98.90 et les intérêts courus, rendant 2.67% jusqu'à l'échéance.

Bons 2 1/2% à cinq ans, échéant le 15 octobre 1939

Prix d'émission: 98.15 et les intérêts courus, rendant 2.90% jusqu'à l'échéance.

Bons 3% à huit ans, échéant le 15 octobre 1942

Prix d'émission: 97.00 et les intérêts courus, rendant 3.48% jusqu'à l'échéance.

Bons 3 1/2% à quinze ans, échéant le 15 octobre 1949

Prix d'émission: 96.20 et les intérêts courus, rendant 3.81% jusqu'à l'échéance.

Le principal est payable sans frais, en monnaie légale du Canada, au siège social de la Banque du Canada, à Ottawa, ou à toute succursale de cette banque au Canada.

Les intérêts seront payés semestriellement, le 15 avril et le 15 octobre, en monnaie légale du Canada, sans frais, à toute succursale de la Banque du Canada.

Coupons — Bons de deux ans, \$1,000 — Bons de cinq ans, \$500 et \$1,000 — Bons de huit ans, \$500 et \$1,000 — Bons de quinze ans, \$100, \$500 et \$1,000

Souscriptions en espèces — Toutes les souscriptions en espèces seront sujettes à répartition. Dès que le plan de répartition aura été annoncé, le paiement intégral des bons attribués devra être effectué promptement contre livraison des titres provisoires, qui aura lieu le ou vers le 15 octobre.

Souscriptions de conversion — Les porteurs de Bons de la Victoire 5 1/2% échéant le 1er novembre 1934 pourront, tant que les listes de souscription resteront ouvertes, et après en avoir détaché et conservé le coupon du 1er novembre prochain, présenter leurs bons, au lieu d'espèces, en paiement de souscriptions à une égale valeur nominale de bons d'une ou plusieurs échéances de la nouvelle émission et recevoir promptement et entière livraison des bons auxquels ils auront souscrit. Le prix de rachat des Bons de la Victoire 5 1/2% est fixé ainsi qu'il suit:

100 p. 100 de leur valeur nominale en paiement de souscriptions aux bons 2% à deux ans et aux bons 2 1/2% à cinq ans.

100 p. 100 de leur valeur nominale en paiement de souscriptions aux bons 3% à huit ans, déposés le ou avant le 6 octobre, et 100 p. 100 de leur valeur nominale après cette date.

100 p. 100 de leur valeur nominale en paiement de souscriptions aux bons 3 1/2% à quinze ans, déposés le ou avant le 6 octobre, et 100 p. 100 de leur valeur nominale après cette date.

Les porteurs recevront en espèces la différence entre le prix de rachat de leurs Bons de la Victoire et le prix des bons de la nouvelle émission.

Le montant de cet emprunt est limité à \$250,000,000.

L'emprunt est autorisé par acte du Parlement et principal et intérêts sont imputés sur le Fonds du revenu consolidé du Canada.

Le produit de cet emprunt servira à rembourser \$227,216,830 de bons 5 1/2% du Dominion du Canada échéant le 1er novembre 1934. Le restant sera affecté aux besoins généraux de l'État, y compris l'amortissement de bons de l'État à court terme.

Les souscriptions seront acceptées et des reçus remis par toute succursale canadienne de banque à charte et par les agents en valeurs attachés, lesquels ont le droit de procurer des bulletins de souscription et des copies du prospectus officiel contenant des détails complets sur l'emprunt.

Les demandes ne seront pas valables si elles sont faites sur des formulaires autres que ceux sortant des bureaux de l'Imprimerie du Roi.

La souscription sera ouverte le 1er octobre 1934 et close le ou, au plus tard, le 12 octobre 1934, avec ou sans avis, à la discrétion du ministre des Finances.

Ministère des Finances, OTTAWA, LE 1ER OCTOBRE 1934



Nous devons à l'Association d'Education la partie de nos droits que nous avons conservée, nous avons besoin de l'Association pour conserver ce que nous avons et travailler à conquérir ce que nous n'avons pas.

M. E. YELLE, P.S.S.

## Une réforme à repousser

On continue de faire beaucoup de bruit autour des grandes unités scolaires. Le comité parlementaire chargé d'étudier la question n'a siégé que deux fois encore, mais il sait parfaitement à quel s'en tenir sur la formidable opposition soulevée par le projet dans la masse du peuple. Aussi les députés qui la composent gardent-ils une prudente neutralité. Ils ont d'ailleurs plusieurs motifs devant eux pour se prononcer en toute connaissance de cause.

Ce qui sert de base à la discussion est un rapport préparé par un comité composé de représentants de l'Association des Communes d'Écoles, de l'Union des Municipalités, de la Fédération des Instituts du Département de l'Éducation et de la Commission des Taxes. Ce document d'une extrême importance n'est pas connu comme il le mériterait de l'être. On trouve à cet égard la traduction de la partie essentielle, c'est-à-dire l'exposé détaillé du nouveau mode d'administration scolaire que proposent les réformateurs. Personne ne doit ignorer tout ce que comporte ce projet des grandes unités. En fait, c'est le bouleversement du système actuel et l'instauration d'un régime néfaste à tous les points de vue. Le droit des parents au contrôle de l'éducation donnée à leurs enfants, déjà très limité, se trouverait presque annulé complètement. De plus, le nouveau plan aurait pour effet d'augmenter d'une façon notable le coût du fonctionnement des écoles.

On sait que ce fameux rapport a été rejeté à une majorité écrasante, l'an dernier, par la convention des Comités d'Écoles de la province. Quelle raison peut invoquer le gouvernement pour revenir devant l'opinion publique? À la première réunion du comité parlementaire, M. R. A. Hoy, ministre de l'Instruction publique, a émis l'opinion que les commissaires avaient sans doute repoussé le rapport sans le comprendre. D'où la nécessité de le soumettre à un comité d'hommes plus éclairés et plus influents. Mais les honorables législateurs qui le composent ne peuvent négliger la manière de voir des commissaires, plus familiers que la plupart d'entre eux avec l'administration de nos écoles. Or, les chefs de l'Association des Communes, qui ont pris le temps d'étudier plus à fond le trop célèbre rapport, s'y montrent plus opposés que jamais. Et ils représentent bien le sentiment général de leurs collègues à travers la province, comme l'attestent les résolutions très fermes adoptées dans un bon nombre de municipalités.

On serait tenté de croire que, pour des raisons faciles à comprendre, l'opposition aux grandes unités scolaires vient surtout des districts où vivent côte à côte plusieurs nationalités différentes; mais des populations composées uniquement d'Anglo-Saxons ne s'y montrent pas moins hostiles. Comme le disait l'un d'entre eux, l'éducation de leurs enfants est une chose qui les touche de trop près pour la confier à des maîtres choisis avec lesquels ils n'auront aucun contact. Bref, ces parents entendent continuer d'exercer leur devoir et leur droit de surveillance.

Les grandes unités et toutes les suites qu'elles comportent réclament leurs partisans parmi les fonctionnaires du Département de l'Éducation, les inspecteurs d'école et l'armée du personnel enseignant. Il est pénible de constater que la poursuite de certains avantages professionnels tient beaucoup plus de place dans cette affaire que le souci d'améliorer la cause de l'Instruction publique.

Des institutions peuvent souffrir de leur isolement à la campagne, et même de tracasseries de la part de commissaires ignorants et malveillants. Ce n'est pas une raison pour condamner la petite école rurale qui répond à un besoin réel pour nous, qui a fait ses preuves et qui doit survivre.

DONALD F. FREMONT.

## Les Hérauts de la Croix dans l'Ouest Canadien

C'est l'idée missionnaire qui a présidé à la découverte du Canada. Ouvrir aux prédicateurs de l'évangile les contrées inconnues qu'il abordait pour la première fois, telle fut la principale ambition de Jacques Cartier. Aussi son premier geste officiel, lors de la prise de possession du pays, fut-il d'ériger une croix en l'honneur de l'Église catholique, celle qu'il adorait avec tous ses compagnons.

Sous le signe de la rédemption et du salut il plaçait le berceau d'un peuple nouveau.

Tout récemment, Français, Anglais, Américains réunis sur la terre de Gaspé, commémorèrent ce grand événement. Ils rendirent un éclatant hommage à l'illustre Malouin.

Cet hommage s'adressait sans doute au navigateur, à l'explorateur de génie; il s'adressait d'une manière toute spéciale au héros chrétien qui, sur les rives du Saint-Laurent, écrivit en caractères ineffaçables les premières pages de l'épopée américaine, célébrée par Georges Goyau, de l'Académie française.

Il y a des trésors plus précieux que l'or et l'argent. Les richesses matérielles sont périssables. Ceux qui mettent en elles leur confiance périssent avec elles et sont bien vite envellés dans l'oubli.

Le nom de Jacques Cartier, ses actes de religion, ses gestes sublimes vivront, à travers les

siècles dans la mémoire des hommes.

La Nouvelle-France, née d'une pensée de foi, grandit à l'ombre de la croix; elle se développe, se fortifie; elle étend au loin ses conquêtes. Selon la parole de M. Henri Bourassa, "elle reste la digne fille de la France chrétienne qui, à la gloire des armes et au raffermissement de l'esprit, ajoutait la pureté de la foi et des mœurs".

Les Canadiens français conservent jalousement l'esprit apostolique hérité de ses ancêtres.

Pendant la vie de Québec avait déjà plus d'un siècle d'existence, quand les pionniers de la civilisation, "les Hérauts de la croix", comme les appelle le R. P. Morice, O.M.I., fouleurent pour la première fois les sols des prairies canadiennes.

Ces pionniers avaient pour chef un gentilhomme canadien-français, Pierre Gaultier de Varennes, dit la Vérendrye. À la demande du gouverneur de Beauharnois, celui-ci avait accepté la périlleuse mission d'explorer les pays de l'Ouest afin d'y ériger des "établissements de la croix, utiles à la Religion et à l'État".

La Vérendrye se donna sans compter à cette œuvre grandiose et, malgré tous les obstacles, il réussit à accomplir son

sa quatre fils et de son neveu, Christophe Dufort de la Jemmeraye, propre frère de la Vérendrye, propre frère de la Vérendrye.

Ceux-ci furent pour le grand explorateur des auxiliaires entreprenants, intelligents, dévoués. C'était là en vérité une pléiade de héros.

Le chef de cette pléiade fut relevé de ses fonctions en 1743. Ses explorations avaient duré treize ans. Quand il se retira, il laissa à son successeur de nombreux établissements, preuve évidente de son génie d'organisation. Le fort Rouge, au confluent de l'Assiniboine et de la rivière Rouge, était l'un de ces postes.

De plus, La Vérendrye avait, par lui-même ou par ses aides, non seulement exploré, mais encore décrit sur plusieurs cartes une immense région ayant pour limites: à l'est, les grands lacs; à l'ouest, les Montagnes Rocheuses, au sud, le Missouri; au nord, la Saskatchewan.

Il est sans contredit l'un des plus nobles, l'un des plus belles figures de l'Amérique française. Sans violence aucune, il a exploré l'immense territoire, empire à la Nouvelle-France. Qu'il ait été récompensé? Rien, moins que l'exploiter. Il a été, au contraire, insulté, calomnié par des fournisseurs rapaces ou des rivaux malveillants et envieux. Les plus cruelles épreuves viennent lui broyer le cœur, et, dans le recul des ans, il nous apparaît comme l'homme de douleur, le front auréolé de la couronne de martyre.

Le 10 mai 1736, le jeune de la Jemmeraye mourait dans les environs de Fort Alexandre. C'est le premier chrétien décédé en terre non baptisée. Quelques semaines plus tard, sur une île du lac des Bois, le fils aîné du découvreur de l'Ouest, le jeune et sympathique Père Anselme, S.J., et des huit Canadiens étaient surpris et massacrés lâchement par des Sioux.

Le vénéral Père Aulneau était à peine âgé de trente et un ans. Arrivé au Canada en mai 1734, il aspirait à l'honneur d'être le premier missionnaire des Indiens du haut Missouri. Aussi fut-il comblé de joie et de content quand il partit pour l'Ouest en juin 1735, en compagnie de la Vérendrye. Il n'eut pas la consolation de voir les Sauvages du Missouri, mais pour lui, ce fut un grand succès. Son sang ne fut pas en vain versé. Ses compagnons, héros inconnus, qui ont contribué, pour leur part, à ouvrir aux missionnaires le chemin de nos provinces.

Trois autres religieux de la Compagnie de Jésus accompagnèrent la Vérendrye et ses hommes — ou ses successeurs — dans les explorations dont nous avons parlé. Deux d'entre eux, les Pères Choquet et de la Morinie, furent chaplains de la troupe française au fort la Reine Le Père de la Morinie, le dernier en date, quitta l'Ouest en 1751.

Non prêtres restèrent ensuite 65 ans, sans revoir les missionnaires.

Dans quelques semaines, lors de notre Exposition Missourienne, des voix autorisées nous entretiendront sans doute de ces origines religieuses de nos provinces de l'Ouest.

O. M. I.

Mâcher de la gomme est un mépris de soi.

CHICAGO—Mâcher de la gomme est un mépris de soi à Chicago, ville de M. Wright.

Dans la salle d'attente se trouvait Charles B. Kersten, un type d'homme d'exception qui était en train de se faire une cigarette. Il était assis à une table, et il avait devant lui un verre de lait et un verre de jus de fruit. Il était en train de se faire une cigarette.

Pendant que les avocats parlaient, Kersten regardait la montre. Il était en train de se faire une cigarette.

"Ce n'est pas un restaurant. Arrête-toi de mâcher." Kersten continua de mâcher à tue-tête. Il dit au juge: "Il n'y a pas de loi pour empêcher de mâcher de la gomme."

Le maître retint de nouveau. Le juge dit au juge: "Mâcher de la gomme est un mépris de soi à Chicago, ville de M. Wright."

## Les grandes unités scolaires

Après détail du plan que l'on suggère

### 1—L'unité locale d'administration

(a) Pour les ans d'administration scolaire, il y aura une unité locale comprenant une municipalité, deux municipalités ou plus.

(b) Les limites des unités locales seront fixées par le Bureau provincial d'Éducation et toutes modifications dans les limites qui pourront être faites de temps à autre, le seront par ledit Bureau provincial.

(c) L'unité locale d'administration scolaire peut être divisée en quartiers pour les fins d'élection des membres de la Commission scolaire.

(d) La Commission scolaire choisira le centre où seront situés ses bureaux, avec l'approbation du Bureau provincial d'Éducation.

### 2—L'organisation de la Commission scolaire locale

(a) La Commission scolaire comprendra pas moins de quatre et pas plus de douze membres, selon l'étendue du district scolaire. Le nombre de membres de la Commission scolaire sera déterminé par le Bureau provincial d'Éducation au moment de la formation du district.

(b) Les membres de la Commission scolaire seront élus par les contribuables du district scolaire au moment des élections municipales et de la même manière, et ils resteront en charge durant un terme de deux ans. Il sera stipulé que la moitié des membres élus se retirera chaque année.

### 3—L'organisation du Bureau provincial d'Éducation

(A) Le Bureau provincial d'Éducation sera nommé par le Lieutenant-gouverneur et comprendra les membres suivants:

(1) Le Sous-Ministre de l'Éducation.

(2) Le Sous-Commissaire municipal.

(3) Le Président de la Commission des Taxes du Manitoba.

(4) Cinq membres élus par les contribuables, pour une période de deux ans.

(a) Deux par l'Exécutif de l'Association des Communes d'Écoles du Manitoba.

(b) Un par l'Exécutif de l'Union des Municipalités du Manitoba.

(c) Un par l'Exécutif de la Fédération des Instituts du Manitoba.

(d) Un par les Inspecteurs d'école publique de la province.

(B) Un secrétaire sera nommé par le Ministère de l'Éducation, sur la recommandation du Bureau, et il concourra tout son temps au travail du Bureau.

(C) Un secrétaire sera nommé par le Ministère de l'Éducation, sur la recommandation du Bureau, et il concourra tout son temps au travail du Bureau.

(D) Un secrétaire sera nommé par le Ministère de l'Éducation, sur la recommandation du Bureau, et il concourra tout son temps au travail du Bureau.

(E) Un secrétaire sera nommé par le Ministère de l'Éducation, sur la recommandation du Bureau, et il concourra tout son temps au travail du Bureau.

(F) Un secrétaire sera nommé par le Ministère de l'Éducation, sur la recommandation du Bureau, et il concourra tout son temps au travail du Bureau.

(G) Un secrétaire sera nommé par le Ministère de l'Éducation, sur la recommandation du Bureau, et il concourra tout son temps au travail du Bureau.

(H) Un secrétaire sera nommé par le Ministère de l'Éducation, sur la recommandation du Bureau, et il concourra tout son temps au travail du Bureau.

(I) Un secrétaire sera nommé par le Ministère de l'Éducation, sur la recommandation du Bureau, et il concourra tout son temps au travail du Bureau.

(J) Un secrétaire sera nommé par le Ministère de l'Éducation, sur la recommandation du Bureau, et il concourra tout son temps au travail du Bureau.

(K) Un secrétaire sera nommé par le Ministère de l'Éducation, sur la recommandation du Bureau, et il concourra tout son temps au travail du Bureau.

(e) Fixer le coût d'instruction minimum.

(f) Fixer l'échelle de salaires des instituteurs.

(g) Réviser les estimations annuelles de chaque district scolaire, fixer le montant requis par chacun et, si nécessaire, le soumettre au Département d'Éducation qui des ordres spéciaux seront accordés pour répondre aux besoins.

(h) Entendre et juger les appels des Comités municipaux contre les budgets des Commissions scolaires.

(i) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(j) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(k) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(l) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(m) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(n) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(o) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(p) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(q) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(r) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(s) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(t) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(u) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(v) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(w) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(x) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(y) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(z) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(aa) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(ab) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(ac) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(ad) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(ae) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(af) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(ag) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

## La ville la plus française du monde

Après détail du plan que l'on suggère

(a) Fixer le coût d'instruction minimum.

(f) Fixer l'échelle de salaires des instituteurs.

(g) Réviser les estimations annuelles de chaque district scolaire, fixer le montant requis par chacun et, si nécessaire, le soumettre au Département d'Éducation qui des ordres spéciaux seront accordés pour répondre aux besoins.

(h) Entendre et juger les appels des Comités municipaux contre les budgets des Commissions scolaires.

(i) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(j) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(k) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(l) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(m) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(n) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(o) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(p) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(q) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(r) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(s) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(t) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(u) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(v) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(w) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(x) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(y) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(z) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(aa) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(ab) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(ac) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(ad) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(ae) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(af) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(ag) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

## Livres à lire

Après détail du plan que l'on suggère

(a) Fixer le coût d'instruction minimum.

(f) Fixer l'échelle de salaires des instituteurs.

(g) Réviser les estimations annuelles de chaque district scolaire, fixer le montant requis par chacun et, si nécessaire, le soumettre au Département d'Éducation qui des ordres spéciaux seront accordés pour répondre aux besoins.

(h) Entendre et juger les appels des Comités municipaux contre les budgets des Commissions scolaires.

(i) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(j) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(k) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(l) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(m) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(n) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(o) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(p) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(q) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(r) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(s) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(t) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(u) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(v) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(w) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(x) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(y) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(z) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(aa) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(ab) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(ac) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(ad) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(ae) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(af) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(ag) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

## De-ci de-là

Après détail du plan que l'on suggère

(a) Fixer le coût d'instruction minimum.

(f) Fixer l'échelle de salaires des instituteurs.

(g) Réviser les estimations annuelles de chaque district scolaire, fixer le montant requis par chacun et, si nécessaire, le soumettre au Département d'Éducation qui des ordres spéciaux seront accordés pour répondre aux besoins.

(h) Entendre et juger les appels des Comités municipaux contre les budgets des Commissions scolaires.

(i) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(j) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(k) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(l) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(m) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(n) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(o) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.

(p) Le Directeur de l'Éducation, ou son représentant, pourra visiter les écoles et les bureaux des Commissions scolaires.













